
[Mozambique : Lettre pour répondre à Portucel et à l'ORAM](#)

Missão Tabita et le WRM ont reçu des lettres de la société de plantations Portucel et de l'organisation ORAM en réponse à un article publié dans le bulletin du WRM, en alléguant que cet article contenait des faussetés. Cependant, ni Portucel ni l'ORAM ont pu démontrer que les informations publiées sont fausses.

Missão Tabita est une organisation religieuse et humanitaire de la société civile mozambicaine. Elle a produit un article qui décrit **la perception qu'ont les communautés rurales concernant l'impact des plantations industrielles de Portucel sur leurs vies**. L'article publié dans le bulletin électronique du WRM ([accessible ici](#)) a été rédigé à l'aide d'informations obtenues lors d'entrevues et de rencontres avec des membres des communautés touchées par la société Portucel dans les districts d'Ile et de Namarroi, province de Zambezia, et aussi des observations directes recueillies sur le terrain.

Missão Tabita et le WRM ont reçu des lettres de la société Portucel ([accessible ici](#)) et de l'ORAM ([accessible ici](#)) qui exigent un droit de réplique à l'article, prétendument parce que celui-ci contient des faussetés. Cependant, ni Portucel ni l'ORAM ont pu étayer leurs affirmations ou démontrer que l'article contient de fausses informations.

L'ORAM accuse les auteurs de l'article d'insinuer qu'elle a reçu de l'argent de la société Portucel, ce qu'elle dément vigoureusement. Toutefois, seul un court fragment de l'article fait référence à l'ORAM : « *En employant la ruse, Portucel a commencé une collaboration avec l'ORAM (Asociación Rural de Ayuda Mutua), une association spécialisée dans la délimitation des terres. Celle-ci a délimité le site proposé de la construction, en alléguant que le barrage servirait à l'irrigation de produits agricoles. Les personnes interviewées n'ont parlé que de l'ORAM, sans savoir que la société Portucel était à l'origine de la manœuvre.* » Cette phrase n'indique pas que l'ORAM a une quelconque relation financière avec la société Portucel ni qu'elle a reçu quoi que ce soit directement ou indirectement de la société.

Par contre, la phrase ci-dessus mentionne le fait que l'ORAM a participé d'une façon indéterminée à la délimitation des terres communautaires dans certaines communautés touchées par Portucel, y compris les communautés où l'on prétend établir des petits barrages. La lettre de l'ORAM confirme cette information.

Dans le contexte du projet de construction de petits barrages pour la promotion de l'horticulture, les communautés contactées pensent que l'ORAM travaille en association avec la société, mais l'ORAM dit que c'est faux.

La relation entre la société Portucel et l'ORAM n'est pas claire pour les communautés rurales interviewées. Dans d'innombrables occasions, les communautés ont confondu les actions des deux entités, une confusion alimentée par la désinformation qui caractérise les actions de Portucel.

Les lettres l'ORAM et de Portucel ne répondent aucunement aux innombrables questions abordées

dans l'article et n'apportent aucun élément nouveau au sujet qu'elle traite. Ce sont simplement des lettres qui décrivent les travaux réalisés par chacune de ces organisations. Par exemple, elles mentionnent le programme de développement social de Portucel qui est prétendument « *un des piliers de la valeur partagée entre la société et les communautés locales, en les appuyant dans leur développement économique et social.* »

Durant toutes ces années qui ont suivi l'arrivée de Portucel dans les zones communautaires de la province de Zambezia, diverses communautés touchées nous ont régulièrement informés à propos des promesses d'emploi pour les paysans en échange de la cession de leurs terres et *machambas* (parcelles agricoles), promesses de construction d'écoles et de centres de santé, d'amélioration des routes d'accès et d'ouverture de puits d'eau. Toutes ces promesses ont été formulées dans le contexte des consultations communautaires, une des étapes exigées par la loi pour obtenir le droit d'utiliser et d'exploiter la terre. C'était en raison de ces promesses et de l'énorme pression qu'ils disent avoir ressenti que la grande majorité des membres des communautés ont remis leurs terres à Portucel. Beaucoup d'entre eux affirment qu'ils n'ont pas cédé leurs terres de leur propre volonté libre et spontanée, mais qu'ils ont subi des pressions de la part de la société pour qu'ils cèdent leurs terres et depuis lors leurs vies ne se sont pas améliorées, tant s'en faut. Ils ne savent pas si Portucel était au courant de ces pressions qu'exerçaient essentiellement les structures et les dirigeants locaux. Mais c'est l'entreprise qui a formulé les promesses chaque fois avec la présence du gouvernement local.

Les informations que Missão Tabita a divulguées proviennent d'un travail constant auprès des communautés touchées. Leur publication a pour but de transmettre le plus fidèlement possible les perceptions et les impressions de ces communautés. **Les effets négatifs des plantations de Portucel dans ces communautés sont évidents.** Ces communautés continuent de vivre dans la pauvreté avec un accès à l'eau difficile, sans écoles à proximité et en bon état, sans centres de santé en bon état, sans les feuilles de zinc promises sur les toits des maisons. Alors, où se trouve cette amélioration de la qualité de vie ? C'est ce qui a poussé les gens à céder leurs terres, leur unique richesse !

Missão Tabita n'est pas seule à insister pour dénoncer les effets négatifs visibles ou l'absence d'effets positifs des plantations de Portucel. Plusieurs études d'autres organisations non gouvernementales font part des mêmes plaintes et situations. Une série complète de démarches existe pour tenter de résoudre ces problèmes avec l'entreprise, laquelle refuse obstinément de prendre ses responsabilités, ce qui amplifie l'insatisfaction des communautés rurales. Par ailleurs, du temps et des ressources sont gaspillés dans un programme de développement social que les soi-disant bénéficiaires eux-mêmes ne connaissent pas et qui à leurs yeux n'a guère eu d'impact positif, car il ne réalise pas ce qu'on leur a promis.

La grande majorité des communautés que Portucel mentionne comme ses partenaires stratégiques ne connaissent pas le Programme de développement social de l'entreprise. Elles ne connaissent pas non plus, et utilisent donc très peu, le mécanisme de gestion des réclamations. **Le peuple continue de se sentir lésé et trompé.** Missão Tabita insiste pour confirmer que des personnes lésées ont perdu leurs *machambas* et leurs terres agricoles dès le début du projet. Selon les membres des communautés que nous avons interviewées, les « négociations » pour la cession des terres communautaires sont individuelles. L'entreprise négocie directement avec chaque propriétaire le versement d'environ 1 500 meticals (environ 24 dollars) pour acheter sa *machamba*, en incluant le travail de nettoyage dudit terrain effectué par le propriétaire et ses proches. Ce paiement ne couvre pas l'achat de la *machamba*, mais bien la rémunération pour le travail de nettoyage de la parcelle et de la *machamba*, qu'ils ont cédé eux-mêmes à l'entreprise. S'agit-il des emplois promis ?

À ce jour, l'entreprise argumente que les problèmes que soulèvent les communautés découlent en grande partie du manque d'information et de communication entre l'entreprise et les communautés. Missão Tabita pense que cette analyse constitue **une grossière simplification des préoccupations des communautés simplement parce que beaucoup d'entre elles ne souhaitent pas changer leur mode de vie, ne veulent pas vivre entourées d'eucalyptus et n'ont aucune idée des effets néfastes de ce type de plantation sur leurs *machambas* quant à la disponibilité de l'eau, l'utilisation de produits agrottoxiques, etc.**

Missão Tabita, Mozambique

Organisation dont l'objectif principal est la recherche de la paix et de la justice sociale en promouvant les droits humains y compris le droit à la terre et aux ressources naturelles, notamment pour les communautés rurales qui dépendent directement d'elles.